

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 148
Juin 2023

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



Bourses du Travail et Bourses d'Ecologie



De plus en plus de commentateurs, universitaires, écologistes, syndicalistes libertaires...font un rapprochement entre la situation des écologistes d'aujourd'hui et les ouvriers au début des Bourses du travail. Ainsi l'historien François Jarrige pense que la réappropriation de l'histoire du mouvement ouvrier et des bourses du travail par les écologistes pourrait être fertile. « À 150 ans de distance, on vit une situation ressemblante. À l'époque, les ouvriers peinaient à se rassembler au-delà des corporations, la violence de l'industrialisation s'accélérait, le nombre de grèves explosait et la répression était sévère. Les ouvriers avaient besoin d'espace pour se fédérer et accroître le rapport de force, comme nous aujourd'hui. Les luttes écologistes montent en intensité et ressentent le besoin de se structurer au-delà de la forme politique partisane, à travers des lieux concrets. » (cité par Reporterre). Il serait judicieux alors que les écologistes s'inspirent de ce qui s'est fait en le réactualisant et en évitant les écueils auxquels ont été confrontés les syndicalistes de l'époque.

Les bourses du travail ont créé des outils essentiels pour lutter contre le capital sur le plan économique ainsi que sur le plan culturel. Les écologistes devraient donc se retrouver dans des lieux autonomes appropriés en maillant le territoire afin de relocaliser les luttes pour peser davantage partout et maintenir les conditions d'habitabilité de la planète, ce qui fédère aujourd'hui de nombreux individus.

Les syndicalistes qui ont monté les Bourses du Travail ont cherché des espaces où se retrouver, partager leur vécu et s'organiser pour mener des actions, des grèves et préparer la révolution par la grève générale. En utilisant ce concept, Fernand Pelloutier voulait éviter ainsi les massacres d'ouvriers sur les barricades comme en 1830, 1848 et durant la Commune de 1871.

Nous publions le texte paru dans l'ouvrage « Libertaires et Education » de Patrice Rannou, à propos de Pelloutier : « Fernand Pelloutier (1867-1901)

Pelloutier est l'une des figures les plus marquantes du syndicalisme et de l'anarchisme à la fin du XIXème siècle. En 1897, il fonde L'Ouvrier des Deux-Mondes, revue mensuelle

d'économie sociale qui renferme de nombreuses études d'une grande valeur intellectuelle mais c'est la Fédération des Bourses du Travail qui est l'œuvre maîtresse de sa vie. Pelloutier dans le numéro 15 de mai 1898 de L'Ouvrier des Deux-Mondes définit la place de l'éducation dans sa conception de l'organisation corporative : « instruire pour révolter ». L'éducation se retrouve ainsi au rang d'outil privilégié avec l'art pour transformer la société : « Car tout est là. Dévoiler les mensonges sociaux, dire comment et pourquoi ont été créées les religions, imaginé le culte patriotique, construite la famille sur le modèle des monarchies, inspiré le besoin de maîtres, tel doit être le but de l'art ; s'identifier avec l'éducation, tel doit être son objectif ; déterminer la révolte, tel doit être sa fin. »

Pelloutier affirme qu'aucune révolte n'est valable si elle n'est savante et disciplinée. Que manque-t-il à l'ouvrier français ? : « Ce qui lui manque, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre qui doivent être dirigés ses coups. »

C'est pour cela qu'il inaugure dans sa revue mensuelle d'économie sociale des enquêtes sur les conditions de travail et de la vie ouvrière, les statistiques du placement et du chômage, des monographies des corporations...

Il désire donc l'instruction économique des ouvriers et considère « la force morale due à la culture de l'intelligence » comme étant l'arme la plus sûre de l'affranchissement qui ne peut venir que du peuple : « Le peuple seul peut et doit recueillir les éléments de son instruction. »

Concernant l'œuvre des Bourses du Travail, nous aborderons uniquement l'aspect "enseignement" de celles-ci. Les statuts généraux de ces dernières stipulent qu'une Bourse du Travail « a pour but de concourir au progrès moral et matériel des travailleurs des deux sexes. » Ainsi, Edouard Petit, dans un rapport au ministre de l'Instruction publique paru au Journal officiel en date du 27 juillet 1898, indique que les Bourses du Travail « deviennent les universités de l'ouvrier ». L'éducation des travailleurs va donc revêtir un rôle important au sein de ces structures

ouvrières et la lecture y tenir une place primordiale : « Ce fut seulement quand, rapprochés, fédérés et inquiets de voir empirer chaque jour la condition ouvrière, les syndicats durent réfléchir sur le problème économique, que, d'une part, les ouvriers acquièrent quelques clartés de la science sociale et furent en état de s'intéresser aux ouvrages mis entre leurs mains, que, d'autre part, ils portèrent les yeux sur le monde et y découvrirent le trésor littéraire capable de bercer leur peine, en attendant qu'il leur permît d'y remédier. »

Les Bourses du Travail consacrent une partie de leurs fonds à acquérir une bibliothèque : « Certaines n'ont que 400 ou 500 volumes, mais d'autres en comptent 1200, et celle de Paris, placée, il est vrai, dans une situation privilégiée et pourvue d'une salle de travail de 72 mètres de superficie, est riche de plus de 2700 volumes. »

L'éclectisme des livres fait se côtoyer sur les rayons des bibliothèques ceux ayant trait aux critiques sociales, économiques et philosophiques avec les romans de Zola, Anatole France... et différents essais. Les bibliothèques ne constituent qu'un versant de l'œuvre d'enseignement des Bourses du Travail ; les Musées du Travail, les cours du soir et l'organisation d'un enseignement professionnel, les offices de renseignements, les monographies, la presse corporative... viennent les compléter. Si l'œuvre de placement des travailleurs des Bourses du Travail afin de leur trouver un emploi tient une place prépondérante, l'action des Bourses sur les plans de la qualification professionnelle et de l'épanouissement culturel joue un rôle fondamental dans l'éducation ouvrière.

En novembre 1899, Pelloutier donne au Mouvement socialiste une analyse du fonctionnement du comité fédéral des Bourses et nous montre quelles sont les préoccupations essentielles de celui-ci : « Dénombrez les résultats obtenus par les groupes ouvriers en matière d'enseignement : consultez le programme des cours institués par les syndicats et les Bourses du Travail, programme où rien n'est omis de ce qui fait la vie morale, pleine, et satisfaisante ; regardez quels auteurs habitent les bibliothèques ouvrières ; admirez cette organisation syndicale et coopérative qui chaque jour s'étend et embrasse de nouvelles catégories de producteurs, cet englobement de toutes les forces prolétariennes dans un réseau serré de syndicats, de sociétés coopératives, de ligues de résistance ; cette intervention toujours croissante dans les diverses manifestations sociales ; cet examen des méthodes de production et de répartition des richesses, et dites si cette organisation, si ce programme, si cette tendance caractérisée vers le beau et le bien, si une telle aspiration à l'épanouissement parfait de l'individu ne légitiment pas tout l'orgueil qu'éprouvent les Bourses du Travail ! »

Pelloutier désire éduquer pour émanciper et instaurer une société d'hommes fiers et libres. Dans sa lettre aux anar-

chistes, de décembre 1899, il note sa croyance « à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, de poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. »

Un an auparavant, Pelloutier, au congrès de Rennes, dans son rapport fédéral, veut gagner à la cause syndicale les marins et les pêcheurs et préconise quelques axes de propagande maritime : « Il est urgent que les syndicats ouvriers mettent toute leur énergie et toute la force dont ils disposent au service des exploités de la mer. Et, comme ces travailleurs sont d'humeur indépendante et vivent peu à terre, le seul moyen de les attirer et de les obliger, en quelque sorte, à entendre notre enseignement, c'est de leur offrir ce que leur offrent les maisons de marins capitalistes : le placement rapide et avantageux et, dans l'intervalle de leurs campagnes, l'alimentation saine et économique d'une maison ouvrière. Entrés ainsi dans l'organisation corporative, rien ne sera plus facile que de les y retenir en leur ouvrant nos livres et nos journaux et en leur exposant les principes d'association économique et de liberté individuelle qui sont toute la doctrine socialiste. »

Là encore, le livre et la lecture de journaux jouent un rôle important d'éducation. Pelloutier associe ici propagande et éducation où ces deux notions se conjuguent. Quelques années plus tard la dynamique propre du syndicalisme d'action directe se verra compléter par l'action culturelle des Universités populaires et l'élaboration de pièces de théâtre au sein de théâtres ou Maisons du Peuple.

Au Havre, par exemple, les pièces proposées sont hétéroclites et, pour la plupart, sont porteuses d'un message politique et social : « Par conséquent, ce théâtre n'a pas comme seul but d'apporter "une culture classique" aux ouvriers mais s'attache aussi à réveiller les consciences. Ainsi, bien souvent, entre deux spectacles ou parties de spectacle, de courtes conférences ou "causeries" sont organisées afin de mobiliser l'attention des spectateurs sur des points relatifs à des problèmes sociaux précis. En outre, il est convenu que les ouvriers et leur famille n'ont pas besoin d'avoir ou de faire des frais de toilette pour assister aux représentations. Seules des tenues correctes et une "moralité exemplaire" sont exigées. »

Pour Pelloutier, c'est l'ignorance qui fait les résignés ; il élabore du collectif au sein des Bourses du Travail mais ne néglige jamais l'intérêt de l'individu : « Nous sommes des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même. »

Les Bourses du Travail réclament la gratuité de l'instruction de même que toutes les choses indispensables à l'existence : pain, logement, médicaments... Pelloutier, dans la lignée de Proudhon, défend la créativité ouvrière : « Les ouvriers après s'être crus longtemps condamnés au rôle d'outil, veulent devenir des intelligences pour être en même temps des inventeurs et des créateurs de leurs œuvres. Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert ainsi devant eux. Que comprenant qu'ils ont entre leurs mains toute la vie sociale, ils s'habituent à ne puiser qu'en eux-mêmes l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. »

L'éducation, dans toutes ses dimensions, sera une préoccupation constante du projet syndicaliste révolutionnaire. Pelloutier fut avant tout un organisateur et un éducateur. Il meurt de maladie en 1901 : « Aussi est-il mort comme il avait vécu : sans maître et sans Dieu, en vrai libertaire. »

Pour autant son œuvre perdure, n'a jamais cessé d'exister ni d'influencer certains pans du syndicalisme français et vit encore dans l'esprit de puissants syndicats français (Dockers du Havre, Correcteurs/Ouvriers du Livre parisiens...) »

Les BdT ainsi conçues devaient ainsi devenir l'embryon de la réorganisation de la société. Cela passait d'abord par l'éducation et l'enseignement sans compter les caisses de résistance, les « soupes communistes » pour alléger le fardeau du coût des grèves pour les travailleurs, les dispensaires syndicaux, divers services de mutualité, les bureaux de placement, des coopératives d'alimentation...

Celles qui avaient les moyens organisaient une contre-culture via le théâtre et une autre sociabilité ouvrière lors de fêtes.

L'anarchiste Pelloutier construisait un programme d'émancipation des travailleurs sans passer par l'Etat, ennemi de la classe ouvrière.

Dans son récent livre, *Forme commune*, (La Fabrique, 2023) l'historienne Kristin Ross tisse d'ailleurs un parallèle fécond entre les préoccupations des ouvriers à la fin du XIXe siècle et les écologistes aujourd'hui de la Zad de Notre-Dame-des Landes ou via Les Soulèvements de la Terre. Elle y retrouve une même soif d'autonomie, une quête de subsistance, un ancrage dans la vie quotidienne et une conflictualité assumée vis-à-vis du pouvoir. Bref, « une forme commune qui demeure et se perpétue dans le temps ». (Cité par Reporterre)

Si le parallèle effectué entre les préoccupations des écologistes de 2023 et celles des ouvriers de la fin du XIXe siècle, semble osé, il n'est pas dénué d'intérêt.

Effectivement, la soif d'indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques conditionnent tout succès pour agréger le maximum de personnes à une cause. La vision des syndicalistes libertaires comme Pelloutier était claire : s'occuper des revendications quotidiennes et ne pas perdre de vue la transformation de la société pour que le capitalisme disparaisse et que d'autres rapports humains se forment sans domination.

Pour autant, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il conviendra de rester autonome, hors des partis et contrer les récupérations politiciennes ; de s'entraider contre la répression étatique ; d'éviter l'infiltration policière et déjouer tous les gadgets de surveillance policière (Balises GPS, surveillance des smartphones, écoutes...) ; d'organiser un service juridique efficient pour soutenir les militants arrêtés...

Nous reviendrons ultérieurement sur la répression des syndicalistes de l'époque des BdT qui se soldait à coups de centaines d'années de prison pour les militants sanctionnés pour entrave à la liberté du travail, sabotage... sans compter les procès à charge, l'Affaire Durand en étant un dramatique exemple.

Patoche (GLJD)

L'avenir de la planète ne peut être confié aux politiciens

Depuis les années 1970, le réchauffement climatique est considéré comme inexorable. Il faut donc s'adapter au climat, c'est le principe de réalité choisi par les grands de ce monde. Les Américains, notamment, connaissaient les impacts du réchauffement climatique sur l'agriculture, ainsi que ses effets sur les bâtiments et maisons construits sur les sols argileux dont on constate l'ampleur des dégâts (fissures...) d'année en année. Mais le courttermisme engendre la cécité, ce qui permet d'établir un cahier comptable afin de ne pas entraver les secteurs moteurs de la croissance. D'où la frilosité des leaders de l'industrie à intervenir sachant qu'il vaut mieux sacri-

fier quelques secteurs économiques tout en continuant à engranger les profits dans tant d'autres... en attendant que tout craque. Ces décideurs économiques et politiques iront jusqu'à tuer la poule aux œufs d'or pour satisfaire leur appétit insatiable de bénéfices et de pouvoir. Car, les pays, raisonnant individuellement, ne comptent pas contraindre leur compétitivité. En clair les pays industriels ont fait le choix de la croissance avec son corollaire, le réchauffement. Le problème, c'est qu'ils prônent l'adaptation à minima, ce qui aura des conséquences dramatiques sur les populations fragiles dans les années à venir.

Prenons l'exemple de la France. Le gouvernement va prendre des dispositions pour le moins anecdotiques. Il compte utiliser les jeunes du SNU pour contacter les personnes recensées en situation de vulnérabilité afin d'éviter le traumatisme de 2003 où 15 000 décès avaient été déplorés. Il suffirait donc d'appeler les personnes âgées pour savoir si elles vont bien. Il suffirait donc aussi que la Poste demande à ses facteurs de vérifier si les personnes vulnérables vont bien. Contre contrepartie financière ? Un effet d'aubaine ? Idem pour les agents des collectivités territoriales...

Comme pour les risques technologiques, les communes enverront des SMS lors des canicules pour avertir de situations exceptionnelles... Sincèrement, de qui se moque-t-on ? Et la réfection des bâtiments ? Leur isolation pour un meilleur confort thermique, été comme hiver ; où en est-on ?

C'est très bien d'imiter ce que font déjà les pays méditerranéens soumis aux fortes chaleurs en installant des fontaines et des ombrières pour rafraîchir les villes. Mais c'est vraiment peu pour lutter contre les grosses chaleurs d'autant que les gens ont plutôt tendance à se calfeutrer chez eux et ne plus bouger quand il fait trop chaud. D'où l'importance d'une meilleure isolation et de combattre les passoires thermiques.

A force de ne pas anticiper la crise climatique, on court après pour trouver des palliatifs. Le climatiseur en étant un, ce qui aggrave le réchauffement climatique. Evidemment qu'il est important de planter des arbres mais si on continue d'artificialiser les sols, on ne gagne pas grand-chose. Le magasin Alinéa par exemple à Montivilliers a été construit à la place de champs ; c'est un magasin Monsieur Bricolage qui va être construit après avoir enlevé 39 menhirs à Carnac, histoire d'anticiper le classement Unesco des mégalithes. Laisse béton.

Mais ce qui n'est pas anticipé, ce sont les coûts humains qui seront générés en l'absence de réponse à l'urgence climatique. A moins que les grands de ce monde ne passent pour pertes et profits quelques millions de personnes. Car nous savons pertinemment que les températures excessives augmentent la mortalité, a fortiori dans les pays pauvres ; les cultures asséchées n'auront plus le rendement escompté pour nourrir les populations sans compter tous les problèmes connexes : migrations, altération cognitive des gens, pandémies et infections accrues... Et si, scénario crédible, la moitié de l'humanité était obligée de migrer pour survivre dans les décennies à venir, en viendrons-nous à dresser des murs partout pour empêcher l'immigration ? Avec des régimes autoritaires à la clef. Alors, oui, il est urgent d'agir en amont et non quand la situation deviendra intenable et invivable car le réchauffement planétaire augmente à un rythme inédit. Nous en sommes à 0,2° C d'augmentation par décennie. Les gaz à

effet de serre continuent de croître et nous atteignons des valeurs au point haut, inédites depuis un million d'années au moins.

Les scientifiques avaient prévu qu'il fallait que les émissions mondiales baissent mais nous continuons sur une pente qui nous fait prendre davantage de vitesse. L'augmentation des combustibles fossiles combinée à la déforestation nous plonge dans des records carbonés jamais atteints. De nombreux pays se sont engagés à réduire leurs émissions mais si les mesures étaient vraiment prises, nous serions quand même à 2,5° C de réchauffement de la planète. Et comme les politiciens s'appuient davantage sur l'adaptabilité, nous nous acheminons plutôt vers un réchauffement de 4° C.

Nous ne pensons pas que les gouvernements prendront la mesure de la situation d'autant que selon le GIEC, la limite de 1,5° C sera franchie en 2030, c'est-à-dire dans quelques années.

Nous connaissons l'équation : les émissions de CO2 ne doivent pas dépasser la capacité d'absorption des forêts, océans, zones humides... juste pour atteindre la neutralité carbone. Mais là, nous sommes mal partis. L'avenir de la planète ne peut être confié aux politiciens qui au mieux sont des analphabètes du climat, au pire de dangereux lobbyistes pour le compte de grandes firmes.

Ti Wi (GLJD)





L'anarchisme, ennemi du populisme



Ne pouvant retracer la généalogie du concept actuel de populisme et du phénomène politique qu'il représente ici, je me contenterai de rappeler que, bien qu'il s'apparente de loin au populisme russe de la fin du XIXe siècle et au bref populisme américain de la même période incarné, entre autres, par le Parti populaire, le terme de populisme n'a émergé avec un sens proche de celui actuel que dans les années soixante pour caractériser certains phénomènes politiques en Amérique latine. Il faudrait encore attendre quelques années pour que le populisme se renforce sur le continent européen et connaisse, déjà au XXIe siècle, une expansion qui le place aujourd'hui comme l'idéologie montante sous nos latitudes.

Il n'y a pas de couleur ! La distance entre populisme et anarchisme est telle que leur totale incompatibilité ne fait aucun doute. L'anarchisme est non seulement étranger à tout type de populisme, mais, à mon avis, devrait le considérer comme un adversaire politique sérieux s'il est de gauche, et comme un véritable ennemi s'il est de droite.

Cela dit, l'incompatibilité n'exclut pas qu'il puisse y avoir certaines consonances entre certains aspects du populisme et de l'anarchisme, mais pour les rendre clairs, il convient d'abord de démêler le désordre auquel se réfère le terme de populisme, et de délimiter ses caractéristiques, en défaisant certains torts.

Des erreurs comme, par exemple, définir le populisme comme le gouvernement au nom du peuple, mais sans le peuple, car cela ne différencie pas spécifiquement les gouvernements populistes, mais caractérise tous les gouvernements, sauf, bien sûr, ceux issus d'un coup d'État militaire. Ils fondent tous la source de leur légitimité sur la volonté populaire exprimée dans les urnes, bien qu'ils l'ignorent systématiquement dès leur arrivée au pouvoir.

Les populismes dénoncent avec véhémence le détournement de la volonté du peuple par l'establishment politique au pouvoir, et ils entendent redonner au peuple une voix qui lui a été enlevée par une série d'artifices, restaurant ainsi une souveraineté usurpée. C'est pourquoi ils vous exhortent à vous rendre massivement aux urnes et à les remplir avec les bulletins de vote de vos formations politiques.

Au passage, cet appel au vote populaire défait une autre erreur qui consiste à affirmer que les populismes détestent les urnes et tentent de les faire taire, alors qu'en réalité ils procèdent à une sacralisation des urnes comme expression de la volonté populaire. C'est pourquoi ils se tournent vers les processus électoraux pour accéder au

pouvoir, même si, évidemment, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ils font comme tous les gouvernements, ils oublient le peuple.

En Europe, la plupart des mouvements populistes se sont initialement développés à partir de formations d'extrême-droite et ont ensuite conservé de fortes composantes de droite, tandis que quelques-uns se situent à gauche, comme Podemos en Espagne ou La France Insoumise en France. Cependant, le phénomène inverse se produit en Amérique latine, où le populisme tend à être plus à gauche, et cette différence peut être appréciée encore plus clairement si l'on distingue entre les régimes populistes, c'est-à-dire le populisme installé au pouvoir, et les mouvements populistes, c'est-à-dire, le populisme en marche vers le pouvoir. En effet, les régimes populistes de gauche sont ceux qui prédominent largement en Amérique latine, surtout après la chute de Bolsonaro au Brésil.

Certes, les régimes populistes sont autoritaires et répressifs, mais ils ne constituent pas à proprement parler des systèmes dictatoriaux ; ils tendent à préserver les apparences des démocraties, et pour les caractériser, le néologisme démocraties, mélange de démocratie et de dictature, ne me semble pas erroné.

Il est évident qu'il existe des différences très substantielles entre les populismes de droite et de gauche, par exemple, la xénophobie, le racisme, le sexisme, le patriarcat, l'homophobie, sont typiques du populisme de droite alors qu'ils sont combattus par ceux de gauche. Pour autant, le fait de différencier les populismes de gauche et de droite en focalisant le regard sur ces deux branches le détourne de ce qui constitue son tronc commun. Puisque c'est ce tronc qui m'intéresse pour analyser le socle commun partagé par les deux populismes, je me passerai de cette différence et me référerai désormais au populisme au singulier.

S'adressant plus aux affections et aux émotions qu'à la raison, on sait bien que le populisme alimente le ressentiment d'une partie de la population contre un système qui a perdu sa confiance et qu'il juge injuste, tout en plongeant dans la crise dite de la représentation peine à capitaliser sur le malaise d'une grande partie de ceux qui se sentent mal, ou pas du tout, représentés par une classe politique qui prétend les représenter.

Le populisme recourt systématiquement à une procédure de division binaire de la réalité sociale, à la manière de la différence théorisée par Carl Schmitt en termes d'opposition amis/ennemis. Cela le conduit à simplifier à

outrance la réalité sociale en séparant en deux blocs inté-rieurement homogènes et nettement opposés une série d'éléments qui se répartissent en fait sur un continuum, voir ceux d'en haut et ceux d'en bas, les dominants et les dominés, les 99% et les 1% , etc.

Leurs fléchettes pointent vers la caste, vers les oligar-chies, vers les pouvoirs médiatiques achetés par les pou-voirs de fait pour enivrer le peuple, les pouvoirs écono-miques qui dictent leurs mesures aux politiciens et les corrompent. Leur ennemi est tout ce qui est au-dessus de la souveraineté populaire et ils la violent.

Dans l'ensemble, c'est une musique qui sonne pas mal aux oreilles anarchistes et il n'est pas nécessaire de rap-peler que le populisme russe de la fin du XIXe siècle a eu une certaine influence sur Kropotkine lui-même pour conclure que certains aspects du populisme frôle le liber-taire.

Par exemple, force est de constater qu'outre les aspects que je viens d'énumérer, l'exaltation populiste du peuple trouve aussi un écho dans l'anarchisme. Les discours et les écrits anarchistes font de fréquentes références au peuple et cela résonne jusque dans leurs chants les plus emblématiques, souvenons-nous, par exemple, de l'atta-chant « Fils du peuple » qui vous opprime enchaîné ...

La résonance dans l'anarchisme d'autres aspects du popu-lisme est plus douteuse. Par exemple, le populisme intro-nise des leaders charismatiques auxquels ses adeptes s'identifient. En théorie, cela ne peut pas arriver dans un anarchisme qui est en principe étranger à tout culte de la personnalité, cependant, le mouvement anarchiste a aussi une certaine tendance à mythifier certains de ses militants qui méritent sans doute le respect, mais sans les protéger de toute critique. Si quelqu'un doute de cette tendance mythique dans nos rangs, pensez à Durruti ou Federica, ou plus récemment quelqu'un comme Lucio Urtubia, par exemple.

Il me semble clair que la lutte contre le populisme doit s'inscrire dans les multiples fronts de la lutte de l'anar-chisme, et cela implique de ne pas lui donner d'air en

s'abstenant, par exemple, de participer à ses mantras, comme propager le complot et les thèses complotistes, ou simplifier à l'extrême une réalité sociale toujours bien plus complexe que la caricature qui résulte des parti-tions binaires .

Mais il s'agit surtout d'éviter de contribuer à la sacralisa-tion du peuple et des concepts de souveraineté populaire et de volonté générale. Car l'arme la plus décisive dont dispose le populisme est celle fournie par la construction trompeuse qu'il se fait d'une entité appelée le peuple.

Je suis convaincu que lutter contre le populisme passe, entre autres, par la critique essentielle de la notion de peuple. La supercherie que véhicule ce concept a com-mencé avec ce We the people (Nous le peuple) qui a paraphé la déclaration d'indépendance des États-Unis en 1776. Une entité fictive a alors été créée, le peuple en tant que phénomène unitaire et homogène, et il a aussi été attribué le don de la parole, cachant l'exercice de ven-triloquie toujours nécessaire pour pouvoir parler par la bouche.

Le peuple n'existe pas, c'est une simple catégorie concep-tuelle qui renvoie à une entité très diverse, hétérogène, que le populisme, mais pas seulement, transforme en un tout compact, en un bloc homogène brouillant sa diver-sité constitutive.

La souveraineté populaire n'est pas non plus une valeur en soi placée au-dessus de tout, comme le prétend le po-pulisme. Ce n'est pas vrai que le peuple a toujours raison, ce n'est pas la valeur suprême, et il arrive que la soi-disant volonté populaire doive parfois être combattue à partir de valeurs anarchistes, parce que, par exemple, un peuple fasciste est notre ennemi quoi qu'il arrive.

C'est pourquoi il n'est pas surprenant de trouver des réso-nances populistes dans le discours de certains anarchistes avec des références positives à des choses comme le pou-voir populaire, ou l'exigence d'un peuple fort, ou la vo-lonté de sauver la voix du peuple...

Tomás Ibanez



En finir avec la tyrannie capitaliste



Sommes-nous en démocratie ou en dictature ? La récente réforme des retraites et les manœuvres de la minorité présidentielle pour nous faire avaler la dite ré-forme à grand renfort de subterfuges et en utilisant toutes les dispositions liberticides permises par la constitution, de l'article 47-1 en passant par le 49-3, sans oublier l'ar-ticle 40, a permis au gouvernement le passage en force contre la soi-disant représentation nationale. J'écris à escient « soi-disant » tant il est vrai que les députés ne

représentent qu'eux-mêmes avec une abstention à plus de 50 % sans oublier un mode de scrutin majoritaire inique. Les abstentionnistes, dont les libertaires font évidem-ment partie, ont bien compris que cette pseudo-démoc-ratie se résume à un faux choix, l'essentiel des décisions échappant aux citoyens qu'on somme de participer à cette mascarade dans le seul but de se draper dans les oripeaux d'un prétendu « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». On a pu voir que la majorité des ci-

toyens sont opposés à cette « réforme » (mot valise totalement dévalorisé dont on comprend bien qu'il signifie plutôt régression sociale). Environ 70 % de la population française et près de 90 % des actifs la rejettent. Comme le disait si bien Coluche, « la dictature, c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours » ! Restons raisonnables en évitant de galvauder les mots. On ne peut parler de dictature, les opposants ne sont ni arrêtés, ni pourchassés, ni vaporisés, comme dans la Russie de Poutine, la Chine, l'Iran ou dans un passé proche le Chili de Pinochet. Ceci étant dit, nous ne sommes pas en démocratie, le peuple n'ayant finalement plus voix au chapitre. Le terme de tyrannie capitaliste me semble plus approprié.

Ainsi, quel était le but de Macron et de ses thuriféraires avec cette réforme ? Rappelons que le « méprisant de la république » avait dans un passé proche déclaré que repousser l'âge de la retraite alors que le taux de chômage des seniors est si élevé serait inique pour ne pas dire cynique. Passons sur les déclarations de certains députés et autres politicards du camp du centrisme autoritaire. A les écouter, ne pas voter cette réforme, c'était risquer la catastrophe et les sept plaies d'Égypte. Il faut garder en mémoire l'intervention du sinistre Olivier Véran sur le blocage du pays ! A l'écouter, une grève générale aurait multiplié les cancers pédiatriques, les suicides collectifs et l'arrivée des nazis ou des bolcheviques le couteau entre les dents. Le ridicule ne tue plus, heureusement pour lui. La réalité est bien plus prosaïque. Toutes ces régressions sociales, de la retraite à 64 ans (en attendant 67 ans...) à la casse du droit du travail ne vise qu'un but : Donner des gages au pouvoir réel des marchés financiers et du capitalisme mondialisé sans oublier les fameuses agences de notation.

Nous en arrivons à la fameuse antienne de la mère Thatcher : TINA (There is no alternative). En bon français dans le texte, seule une politique économique favorable au big business est possible. Tous les ultras-libéraux, de Minc à Juppé, nous explique que la mondialisation, le niveau de la dette (dette au passage principalement due au fait que la banque centrale européenne, tout comme la banque de France ont interdiction de prêter directement aux états) nous oblige au démantèlement des acquis sociaux, aux politiques d'austérité, à la modération salariale, pour attirer les capitaux, garder une capacité d'emprunt sur les marchés financiers et rester dans les clous des critères de Maastricht et l'ordo-libéralisme cher à nos cousins teutons. Rappelons nous également que Jean-Claude Juncker (ancien président de la commission européenne) avait froidement déclaré : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens... ». On ne peut être plus clair. Rappelons nous l'emphase du discours du Bourget de Hollande à propos de son adversaire qui ne présente pas de candidat mais pourtant gouverne, la « Finance ». Bien entendu, ce n'était là que mise en scène visant à amadouer l'aile gauche des pourris sociaux et

phagocyter Mélenchon et la gauche dite radicale. On a très vite compris et constaté que « Flamby » s'est très vite couché face aux injonctions de ce monde de la Finance. Rien n'a vraiment changé depuis les « 200 familles » si ce n'est que les « 200 familles » ont laissé la place aux agences de notation, aux investisseurs institutionnels et aux cabinets type Black Rock ou Mc Kinsey.

Quelles sont les méthodes, les pratiques de cette tyrannie financière capitaliste ? J'ai le plaisir de relire en ce moment 1984 de George Orwell et force est de constater qu'on y retrouve certains moyens utilisés par cette nouvelle tyrannie. « La liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force ». Que n'a-t-on entendu chez les macronistes. De l'inénarrable Olivier Dussopt nous expliquant que c'était une réforme de gauche, Borne nous parlant de consultations avec les syndicats tout en expliquant que les 64 ans n'étaient pas négociables. Passons sur le mensonge éhonté des 1200 euros pour tous... « Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît ». Nous nageons en pleine novlangue, où la moindre régression sociale est présentée comme une mesure nécessaire apportant calme, luxe et volupté au bon peuple.

Ajoutons une petite louche d'Aldous Huxley : « la dictature parfaite serait une dictature ayant les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne chercheraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude... ». En gros, vote pour élire les contremaîtres aux ordres de leurs véritables patrons anonymes, regarde Hanouna à la télé et rends toi !

Cette tyrannie veille également à disqualifier toute opposition un tant soi peu radicale en la rejetant hors du cercle de la raison. Grossièrement, si vous n'applaudissez pas à la mondialisation capitaliste et financière, que vous exprimez la nécessité de partager les richesses, de partager le temps de travail, en n'applaudissant pas aux réformes fiscales toujours orientées vers la baisse de l'imposition des riches et des capitaux etc, vous êtes fatalement un populiste, un démagog ou tout autre épithète infamant. Si vous ne participez pas d'un arc qui va d'un centre-gauche mou à un centre-droit tout aussi mou, l'essentiel étant la dévotion au Dieu Marché Moloch, vous êtes hors jeu et vous menacez la démocratie !

N'oublions pas les pratiques de répression de ce centrisme autoritaire. On l'a vu lors des gilets jaunes, ça continue avec le maintien de l'ordre suite au 49-3. Politique de la matraque et du Flashball, prétendument pour combattre les blacks-blocs, en réalité pratique répressive visant à effrayer les gens désirant manifester leur colère. Interdiction des casserolades, des flics en masse à chaque déplacement du président ou d'un ministre. Sans oublier l'assimilation de toute contestation à de la violence. Ren-

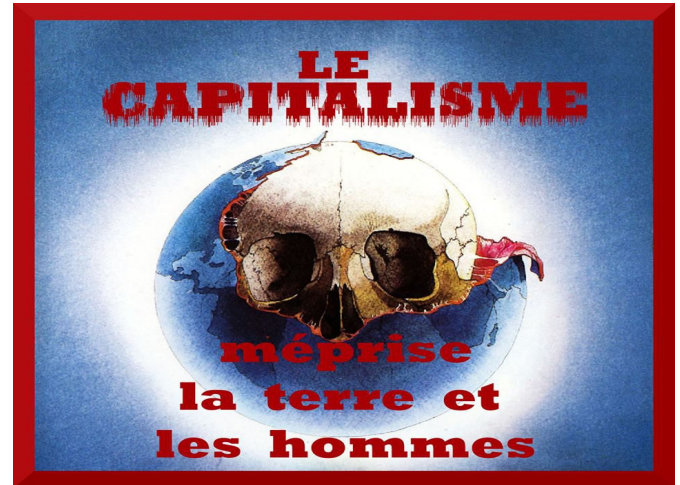
dez-vous compte, certains ont osé s'en prendre à des permanences d'élus, à coup de tags ou d'auto-collants, ou en entassant des poubelles devant ! Mon dieu, quelle violence insoutenable ! Je suis pacifiste et non-violent mais l'envie de séquestrer ces guignols ne me gênerait pas outre mesure, ne serait-ce que pour leur faire ravalier leur mépris et leur arrogance.

Enfin, et c'est peut-être le plus grave, en dévoyant tous les outils de la constitution, en faisant montre de répression policière décomplexée, ils montrent à des protos fachos ou des protos staliniens comment installer tranquillement un pouvoir autoritaire pouvant en effet glisser vers de la dictature. Ne nous leurrions pas, que ce soit Le Pen ou Mélenchon, ils se feront un plaisir en cas d'absence de minorité de blocage, d'utiliser les mêmes techniques, les mêmes outils de répression.

En conclusion, ce n'est pas par le vote que nous pourrions faire face à cette tyrannie. Il faut redonner sens aux mots et inventer une véritable démocratie sociale, libertaire, autogestionnaire et écologique. Les pistes sont nom-

breuses même et surtout s'il n'y a pas de voie toute tracée, ce afin d'éviter de tomber dans les écueils d'autres tyrannies potentielles. A nous tous d'inventer et de pratiquer cette réelle démocratie redonnant le pouvoir, tout le pouvoir aux citoyens. Vive la Commune !

Charles-Olivier Lenourry de Brunehault



Machiavel et ses disciples

Ils sont innombrables et on les retrouve continuellement au cours de l'histoire et dans tous les pays. Chaque époque est confrontée à des problèmes différents. Mais il y a une constante : le Pouvoir s'est toujours servi de la ruse, de la force, du crime, des fake-news ou de la corruption pour neutraliser ses adversaires.

Et le Pouvoir peut changer de nom, d'idéologie, il reste égal à lui-même. Il est toujours l'apanage d'hommes assoiffés de puissance ou d'argent, cherchant par tous les moyens, à dominer et à s'imposer.

Et il y a une autre constante : tous et toutes sans exception, prétendent se masquer d'idées de grandeur, de grands principes. La patrie, la gloire, le bien de l'humanité...

Aujourd'hui, on y ajoute la défense de la planète.

En son temps, Richelieu fit brûler les châteaux féodaux pour affermir le Pouvoir royal, pour affermir l'unité de la nation, déchirée pendant des siècles par des guerres civiles et religieuses, des frondes et des complots. En réalité, il avait démantelé tout et tous ceux qui pouvaient lui opposer une quelconque résistance. Il servait soi-disant, le roi et la nation. En fait, il se servait lui-même dans sa volonté de domination. Après lui, le cardinal Mazarin acquit la fortune de son siècle en pillant l'Etat, les œuvres d'art... Charité bien ordonnée commence toujours par soi-même. Et pendant ce temps, le Tiers Etat dont 90% étaient des paysans continuait à payer les différents impôts de l'époque. Le clergé et la noblesse profitant de la manne financière étatique.

Il a fallu une Révolution pour substituer, à une société fondée sur le privilège, une société où l'égalité de tous serait la loi commune. D'où 1789. Qui étaient ces gens qui osaient s'élever ainsi contre les privilèges ? Des révolutionnaires ?

Non, loin s'en faut, même si on nous l'a dit à maintes reprises dans les livres d'Histoire. Ceux et celles qui ont pris l'initiative de se révolter furent un mélange de mécontents, de personnes prises à la gorge ne pouvant nourrir leur famille mais surtout des arrivistes, des ambitieux qui ont espéré, devant les difficultés financières de la monarchie, obtenir des assouplissements à la rigueur fiscale et au mépris de la noblesse et du clergé.

Les arrivistes, par chantage stratégique, manipulèrent le mécontentement des paysans et des artisans, ceux qui travaillent et produisent et sont exploités par les autres. C'est ainsi que les exploités se trouvèrent embarqués plus ou moins consciemment dans une aventure qui se termina par une victoire de la bourgeoisie, laquelle s'empressa de s'emparer du pouvoir et s'octroyer (elle aussi) des privilèges qu'elle sut préserver et consolider jusqu'à nos jours. Le peuple souvent naïf et crédule se contenta des miettes et des promesses.

Pourtant sans l'enthousiasme des paysans, des sans-culottes, sans leur sacrifice en vue d'un idéal de justice et d'égalité, la monarchie était sauvée. Malgré des tentatives de Restauration (Charles X et Louis Philippe), la République se maintint grâce au peuple. Mais quelle République ? Celle du peuple ? Certainement pas, mais celle

d'une aristocratie possédante et capitaliste, toute aussi avide, exploiteuse et contraignante que la précédente.

La démocratie ? Le peuple l'a. Le droit de vote pour choisir ses maîtres ? Il l'a. Des lois sociales, le droit syndical ? Il les a. Certes en se révoltant encore contre ses nouveaux maîtres. Car la République a beau nous gaver de « liberté-égalité-fraternité », dans les faits on est loin du compte. De quelle égalité parle-t-on ? Celle de travailler pour un patron ou l'Etat ? Leur égalité, c'est celle de l'ordre, la hiérarchie et la subordination. Belle trouvaille de la bourgeoisie pour maintenir le peuple sous le joug.

Les héritiers de Machiavel sont toujours à la manœuvre aujourd'hui. Ils multiplient leurs empreintes de séduction auprès de ceux qui sont sensibles à l'attrait de la politique et du Pouvoir. Dans le vacarme de la lutte entre chefs, entre majorités et minorités, nous les voyons mis en vedette par les médias et les sondages. Même Marine Le Pen bénéficie d'une extraordinaire complaisance, version dédramatisation. Ou bien, on grossit la force du RN pour faire peur à la petite bourgeoisie et à la majorité dite silencieuse. Ou bien, il y a des tractations et une alliance objective de différents partis pour assurer la permanence du système. Les nouveaux Machiavel mènent la danse.

Si de la politique nous passons à d'autres aspects de la vie sociale, il n'y a pas de secteurs où les méthodes de corruption ne jouent pas à fond.

On corrompt les faiseurs d'opinion (journalistes, écrivains, essayistes, philosophes...) qui en échange de certains avantages et de certaines positions, changent de camp et servent le ou les princes. Tous les hommes se

vendent, tout dépend du prix...disait Napoléon.

Les exemples de corruption fourmillent, jusqu'au plus haut sommet de l'Etat (cf les procès en cours).

Mais tout au long de l'histoire, nous avons aussi vu des hommes et des femmes qui ont refusé de se vendre. Les anarchistes font partie de ceux-là car ils n'aspirent pas à prendre le pouvoir. Cependant, notre force réside dans nos moyens d'action de contre-pouvoir.

Le prolétariat devrait être attentif et vigilant car tout se joue sur son dos. Et il est l'éternelle victime de tous ceux qui ne pensent qu'à la puissance du Pouvoir et de l'argent. Le jour où les travailleurs travailleront pour eux-mêmes en tant que producteurs qui produisent seuls les richesses, ils n'écouteront plus les Machiavel des temps modernes. Et à ce moment-là, les choses pourront changer. Et nous demanderons l'égalité économique et sociale. Pour une société réellement fraternelle et soucieuse de la nature.

Bruno (GLJD)



La classe politique est de plus en plus décriée car inutile

Opposer les catégories de salariés entre elles, n'est certes pas quelque chose de nouveau et ce truc, hélas prend souvent. Les politiciens s'ingénient à dénigrer les fonctionnaires qui ne font pas grand-chose. Les enseignants sont toujours en vacances (ou en grève), les postiers, c'est PTT, Petit Travail Tranquille...Après des agressions verbales réitérées, par Allègre, en son temps, par exemple, qui voulait dégraisser le mammoth, les ministres de différents gouvernements de gauche comme de droite ont finalement organisé la pénurie de l'emploi et l'emploi de postes précaires imposés, des contractuels par exemple, qui sont un véritable ferment de discorde au sein des établissements scolaires aujourd'hui (1). Les fonctionnaires et assimilés servent de tête de turc et portent sur leurs épaules tous les maux qui nous accablent. Ce qui a permis aux gouvernements d'arriver à la situation actuelle : des enseignants sous-payés et pour les contractuels, une formation de trois jours. Sans compter les académies déficitaires alors que les concours de recrutement sont terminés. Le manque de candidats va

augmenter dans les prochaines années si rien ne vient enrayer le phénomène.

L'Etat aime bien aussi opposer les Français, entre les vrais et les étrangers. Ces derniers sont les souffre-douleur du système, des boucs émissaires dont on pensait que seuls les nostalgiques du fascisme étaient friands. Aujourd'hui, nous sommes dans l'ère de la « décivilisation », nouveau concept macronien piqué à l'extrême droite qui se frotte les mains. Après le grand remplacement, c'est la décivilisation. Renaud Camus devient très tendance surtout quand on lie ce terme à l'immigration (2). Et dans ce contexte où le gouvernement veut avoir la main sur les thèmes régaliens comme la défense, la sécurité, la justice et l'immigration, les anarchistes que nous sommes, avons intérêt à nous méfier. Quand les préfets utilisent des lois antiterroristes pour interdire des casseroles, que les forces de l'ordre utilisent des drones pour surveiller les manifestants, des quads comme à Sainte Soline, nous sommes en droit d'être attentifs à toute dérive autoritaire

de l'Etat. Aujourd'hui, les attaques ont une portée et un but bien différents.

Certains politiciens ont aussi commencé à jeter l'opprobre sur les retraités, qualifiés de nantis et qu'il faudrait mettre à contribution pour renflouer les futures retraites. Des gens qui ont travaillé toute leur vie et qui ont payé pour les retraités de la génération précédente. Sans compter que bon nombre de retraités ont des retraites de misère. Sommes-nous vraiment tombés aussi bas pour nous laisser couillonner à ce point ?

C'est grâce à ces antagonismes recherchés que l'on attise les oppositions entre catégories : salariés/chômeurs, jeunes/anciens, public/privé... que les gens tombent dans le panneau. Sans compter ceux qui veulent manger du boomer qui n'aurait pas agi pour la planète... Ce qui est d'une bêtise confondante pour celui et celle qui a milité dans les années 1970. Il suffit de relire les périodiques militants de l'époque.

En période de chômage, dresser un groupe contre un autre est un jeu d'enfant ; c'est le sport favori de nos dirigeants épaulés par la bêtise de beaucoup. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que l'actif bouffe du retraité, le chômeur du salarié, le jeune du vieux, l'autochtone de l'étranger... Gare à celle et celui qui a un travail ou une retraite correcte, est propriétaire d'un logement ; il/elle fait partie des privilégiés oubliant que le travail et avoir un toit sont des droits fondamentaux. Et pendant ce temps-là, les actionnaires, les spéculateurs, les capitalistes continuent paisiblement à s'engraisser sur notre dos.

Et puis, il ne faut pas confondre acquis et privilèges. Les acquis que certains appellent conquis, ont toujours été arrachés par la lutte et jamais octroyés de plein gré par le patronat et l'Etat. Ces acquis profitent à tous et toutes comme la Sécurité sociale, la retraite par répartition, les congés payés... Les privilèges profitent seulement à certains et sont souvent catégoriels. Par exemple, la retraite par capitalisation est un privilège. Seuls, ceux qui en ont les moyens, peuvent épargner à des degrés divers. Les gagne-petit recevront la portion congrue et vivoteront d'aides charitables. Ceux qui ont les moyens toucheront de grosses retraites.

Les authentiques chanceux sont les hommes et femmes politiques qui n'ont pas besoin de 43 ans de cotisation pour palper une retraite correcte.

D'autre part, n'est-ce pas scandaleux de voir des grandes entreprises exemptées de charges alors qu'elles font d'énormes bénéfices et parfois licencient à tour de bras. D'autres bénéficient même de subventions d'Etat et des collectivités locales. Et ces charges ne rentrent pas dans les caisses qui deviennent déficitaires.

L'argent, il y en a dans les poches du patronat et de l'Etat. Prenons le CAC 40, la Bourse... dont les bénéfices explosent aux dépens de femmes et d'hommes qui se retrouvent sur la touche.

On désigne à la vindicte populaire les jeunes qui ne veulent pas travailler, les chômeurs, les fonctionnaires, les assistés. Les politiciens noient le poisson et détournent les problèmes essentiels afin de masquer l'incurie des gouvernements à juguler le chômage, la paupérisation et l'exclusion qui en découle fatalement.

Il devient urgent d'ouvrir les yeux, de sanctionner les menteurs professionnels, ceux qui ne prennent aucune décision pour lutter contre le dérèglement climatique, au lieu de s'entredéchirer et, surtout de ne pas se tromper de cible.

Qu'importe que l'on soit du privé, du public, que l'on soit jeune ou retraité, nous avons des intérêts communs. Tandis que se développent ces querelles intestines, ceux qui dirigent notre destinée peuvent, tout à loisir, détruire méthodiquement, inexorablement, les acquis sociaux déjà tant malmenés !

Se laisser aveugler, assourdir, séduire par le traître chant des sirènes politicardes et médiatiques, c'est se condamner à subir leur volonté.

Ce qui est intéressant pour nous autres libertaires, c'est que la classe politique est de plus en plus décriée car inutile. Son vrai visage a de plus en plus de mal à être masqué. Les gens s'investissent davantage dans la vie associative et s'engagent de plus en plus sur le terrain des questions sociales et écologiques. Le blanc-seing laissé aux politiciens tend à s'atténuer. Voter à périodes fixes ne correspond plus aux désirs notamment des jeunes générations. L'intérêt général ne peut être laissé à des professionnels de la politique qui privilégient leurs intérêts au bien commun.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui réfléchissons, c'est nous qui décidons.

Le lib

L'académie de Créteil dénombre 3700 contractuels et envisage de recruter 500 autres contractuels pour le primaire et 250 pour le secondaire pour la rentrée de septembre 2023. L'Education Nationale recrute maintenant selon les codes de l'entreprise...

L'obsession migratoire nous la retrouvons à Mayotte mais aussi en Bretagne où l'Etat impose à certaines communes de prendre des sans-abris. Ainsi près de Rennes, des familles ont été délogées pour faire de la place aux sans-abri de Paris, jeux olympiques obligent. Une enfant scolarisée dans un collège de Rennes va devoir suivre sa scolarité à Brest. L'Etat jacobin a encore frappé et il va donner des ailes à l'extrême droite.

V° congrès de la CNTE – Madrid 8-16 Décembre 1979

Le V° congrès de la CNTE s'est déroulé à Madrid du 8 au 16 Décembre 1979. Le point N°5 abordé lors de ce congrès rappelle les fondamentaux de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Quarante-trois ans après le Congrès de Saragosse de 1936, le Congrès de Madrid reprend les thèmes chers aux libertaires, notamment le concept de communisme libertaire. C'est un relevé de conclusion qui n'a pas pris une ride. Nous publierons les motions adoptées à l'époque car elles replacent l'anarcho-syndicalisme dans toutes ses dimensions. Déjà lors de congrès, les compagnons, heureusement majoritaires à l'époque, dénoncent les manœuvres des trotskystes. Plus tard, les provocations policières auront raison du développement de la CNT, notamment au travers de l'incendie de la Scala...

Mais c'est bien ce congrès de décembre 1979 qui a mis du baume au cœur des militants libertaires du monde entier. C'est cette CNT qui a nous fait rêver. Il nous semble important de relire le corpus idéologique de la CNT de l'époque. Nous reviendrons ultérieurement sur le fond qui est toujours d'actualité et sur la forme qui a divisé les anarcho-syndicalistes espagnols mais cela a eu aussi des répercussions en France jusqu'à aujourd'hui. (GLJD)

V° congrès de la CNTE – Madrid 8-16 Décembre 1979

Point N° 5 : Principes, tactiques et finalités

Anarcho-syndicalisme, définition et tactiques

Nous comprenons l'anarcho-syndicalisme comme la synthèse de la théorie et de la pratique de l'anarchisme agissant sur et dans tout type d'associationisme ouvrier qui conflue dans le syndicat. Il s'agit en gros, d'une synthèse de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire pour impulser le changement de la société actuelle à partir du monde du travail. L'anarchisme a été la source d'inspiration du syndicalisme révolutionnaire né en France au siècle passé et qu'on peut considérer, comme fait actuellement l'A.I.T., comme un synonyme d'anarcho-syndicalisme.

Il existe précisément une différence dans les contenus essentiels que caractérisent la pratique du syndicalisme révolutionnaire que défend et pratique l'anarchosyndicalisme et la pratique de celui que défendent certains groupes et secteurs assez éloignés du mouvement libertaire, même s'ils utilisent, en en affaiblissant le contenu, le terme de « syndicalisme révolutionnaire ». Nous n'entendons par syndicalisme révolutionnaire rien d'autre que ce mouvement qui, surgi des classes exploitées et opprimées, aspire à la destruction du système établi pour, par l'intermédiaire d'une action directe et antiautoritaire, dé-

monter les mécanismes de domination en mettant tous les moyens de production au service des travailleurs, lesquels prendront, quelle que soit la circonstance, les décisions qu'ils estimeront justes, sans connaître aucun autre type de médiation, de contrainte et de pouvoir qui ne serait issu des travailleurs eux-mêmes.

Réaffirmant les positions antérieures, nous ratifions les accords adoptés par le Congrès constitutif de l'Association Internationale des Travailleurs tenu à Berlin en décembre 1922 et modifiés au IV° Congrès de Madrid en 1931 et au V° Congrès de Paris en 1935.

Principes et finalités

L'anarcho-syndicalisme est en réalité, du point de vue des principes, une vision déterminée du monde qui correspond à la philosophie antiautoritaire et émancipatrice de l'anarchisme, et manifeste donc son opposition à toute exploitation, tant économique que politique, et à toute aliénation religieuse, son objectif fondamental et prioritaire étant de propager ces idées dans le monde du travail par l'intermédiaire du Syndicat. Il œuvre dans le champ syndical pour que l'individu comprenne réellement que l'exploitation se situe dans le domaine économique où la lutte des classes se manifeste le plus clairement et est assumée par la majorité des travailleurs. Il faut penser – et l'histoire le démontre – que les révoltes et les tentatives révolutionnaires restent vaines si, dans les pays où elles se produisent, il n'existe pas une organisation syndicale révolutionnaire.

Il faut mettre en évidence que cette attitude d'opposition à toute exploitation ne peut être qualifiée de pure idéologie ou de produit de laboratoire, mais qu'elle répond à une constante de l'Homme tout au long de son histoire, dans sa lutte sans trêve contre tout type d'oppression. Cette lutte constitue la revendication du droit à être et à disposer librement de propre destin, jointe au désir de solidarité que toutes les personnes, collectivement, obtiennent ce droit. Il n'y aura pas de vraie liberté tant qu'une seule personne restera soumise à d'autres semblables. Le mérite de la pensée libertaire réside tout entier dans l'éclaircissement de ce fait à la conscience de l'individu.

Face au monde d'oppression constante et multiforme que nous subissons, l'anarchiste oppose sa rébellion. Sa vision part d'une rupture totale avec les valeurs politiques, économiques et culturelles établies par les classes dominantes au cours de l'histoire. Par l'anarcho-syndicalisme, l'évolution historique, si elle a un sens, doit culminer en une éthique de la responsabilité personnelle et inaliénable, opposée de façon radicale à la constante

historique de domination. Cette rupture suppose que l'anarcho-syndicalisme oppose aux valeurs de la société établie ses propres valeurs. Moyennant quoi, les travailleurs se transforment en agents souverains et actifs de la transformation sociale. Pour mener à terme cette transformation en profondeur, l'anarcho-syndicalisme se matérialise sous la forme organisée, concrète, que nous appelons CNT (Confédération Nationale du Travail).

Anticapitalisme

L'anarcho-syndicalisme s'oppose de façon radicale au système établi par le capitalisme privé ou d'Etat sous toutes ses formes. Le capitalisme, indépendamment de ses transformations présentes ou futures, représente l'exploitation économique dérivée de la propriété privée des moyens de production et de la capitalisation subséquente de ceux-ci par quelques-uns – peu importe que les exploités se présentent individuellement ou de façon anonyme ou collective. Le capitalisme d'Etat, de son côté, s'approprie la propriété au bénéfice d'un secteur privilégié et intégré à l'Etat. Dans l'un comme dans l'autre système, l'individu, le travailleur n'est pas le maître de son travail, ni de ses décisions. D'un côté, on allègue la nécessité de l'économie (dominée par les grands propriétaires et les financiers protégés par l'Etat), d'un autre on sacrifie la classe ouvrière au nom d'un faux « bien commun », imposé par l'Etat. Les deux systèmes développent leurs institutions (moyens de répression) au travers de la classe dirigeante : lois, organismes de justice, prisons, armée, etc. pour dominer les gouvernés et imposer la culture propre au système.

Antiétatisme

Selon ce qui vient d'être exposé, il résulte qu'une des finalités de l'anarcho-syndicalisme est la destruction de l'Etat, réalité politico-juridique qui soutient et sacralise par ses divers organes et lois – parlements, sénats, constitutions, organismes d'arbitrage, corps policiers et répressifs de toutes sortes, et, en dernier lieu, l'armée – les formes économiques d'exploitation. Il est clair que l'Etat constitue la représentation de la classe dominante, en soutenant dans le cas de la société dite occidentale dans laquelle nous vivons, la propriété privée des moyens de production et l'économie de marché. Celui-ci entretient le traditionnel infantilisme du citoyen et la bonne marche de l'actuel système par le moyen de la répression et du terrorisme institutionnalisés. Fa ce à cela, l'anarcho-syndicalisme oppose à l'Etat la libre fédération des communes autonomes libertaires.

Antimilitarisme et internationalisme

Ces deux définitions, connexes entre elles, font partie des convictions profondes de la CNT et sont en relation avec la nécessité de dépasser les Etats nationaux et les

menaçantes concentrations de pouvoir qui les représentent. En même temps, cela nous conduit à la nécessité d'articuler une activité au plan internationale en liaison avec les organisations homologues de l'anarcho-syndicalisme des autres pays pour maintenir d'un commun accord une lutte sur ce front.

Autres formes de pouvoir

Suivant l'idée que la théologie est la racine de tout gouvernement politique, l'anarchosyndicalisme se manifeste en opposition avec toutes les religions et les églises, comme avec les formes philosophiques et idéologiques qui font obstacle au développement critique de l'individu.

L'aboutissement des luttes de transformation contre le capitalisme et l'Etat, constitue la finalité essentielle de l'anarchosyndicalisme et, donc, de la CNT. Ces deux fronts de lutte fondamentaux résument tous les autres. Pour cela, la CNT prête la plus grande attention à – et appuie l'action contre les réalités dérivées du rôle corrupteur de l'Etat et du productivisme capitaliste, lequel porte atteinte à la nature et dégrade, en affectant l'équilibre des hommes dans leur environnement. Par exemple, les luttes civiques et autres doivent être menées sur la base du militantisme bénévole des cénétistes au travers des organisations de quartiers.

De tout ce qu'on vient d'exposer, il s'ensuit que les profondes transformations économiques et politico-sociales décrites comme aspirations de l'anarcho-syndicalisme et de la CNT pourront seulement prendre forme avec l'avènement du communisme libertaire qui est en réalité leur matérialisation.

Le Fédéralisme

Pour que la fédération soit la base de la société future, la CNT proclame le fédéralisme comme le tronc d'articulation libre et solidaire, sans autoritarisme ni coaction de tous les groupes économiques, et des relations humaines en général, qui rempliront dans la nouvelle vie communautaire les fonctions de base de la vie sociale sous tous ses aspects. Le fédéralisme constitue aujourd'hui aussi le principe essentiel qui régit les activités de la CNT sur le plan structural et sur celui de son fonctionnement interne, garanti de cette façon : la liberté et l'égalité de décision des individus et syndicats intégrés à l'organisation. En se donnant une structure non hiérarchique et un contenu fédéraliste, la CNT rejette tout type de rôle dirigeant comme l'image des leaders ou chefs charismatiques. Le fédéralisme de la CNT n'est pas une décentralisation d'un pouvoir central dans différents pouvoirs à plus bas niveau. Ce qui précède veut dire, sous un de ses aspects, que nous prendrons position fermement contre tout type de centralisme. Nous affirmons donc que, dans son organisation et son fonctionnement interne, la CNT

préfigure le type de société auquel nous aspirons, étant donné que le futur, pour se réaliser, doit être déjà contenu en germe dans le présent.

Solidarité et soutien mutuel

Dans la construction de la nouvelle société et dans la lutte quotidienne pour la défense des intérêts propres des travailleurs, ces deux concepts sont le liant de l'action collective dans la poursuite du bien commun de toute la société.

Les tactiques : l'action directe

Ce sont les procédés ou moyens que la CNT met en pratique quotidiennement pour réaffirmer les principes qui l'animent et créer les conditions qui faciliteront en leur temps la réalisation des finalités. Sur ce point, la CNT et l'anarchosyndicalisme jouent toute leur crédibilité devant les travailleurs et, par-là, les possibilités ultérieures d'un développement qui leur permette de s'étendre à tous les secteurs comme alternative révolutionnaire décisive.

Nous affirmons que le problème des fins et des moyens constitue aujourd'hui le point-clé avec lequel on est génériquement confronté lorsque l'on parle du socialisme. Dans ce domaine, seuls gagneront la crédibilité finale du peuple, les secteurs qui présenteront une cohérence totale entre les fins proposées et les moyens mis en jeu pour les obtenir. Ceci veut dire que les moyens ou tactiques ou pratiques utilisées ne devront jamais entrer en contradiction avec les principes et finalités, sous peine de rendre complètement caduques ces dernières. Le témoignage historique est clair : ceux qui essayèrent de rendre compatible la réalisation de la société sans Etat et sans classes avec la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et la création d'un Etat provisoire ou transitoire dérivèrent finalement jusqu'à l'Etat totalitaire qui aujourd'hui opprime ces peuples et soumet les dissidents au silence et à la torture. Par ailleurs, ceux qui, se réclamant de principes et de buts égalitaires, mirent toute leur confiance dans la conquête de ce même pouvoir politique par le moyen du vote populaire, finirent absorbés par la démocratie bourgeoise dont ils se constituèrent les fidèles administrateurs. De toute façon, les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière ont subi un évident revers. Les travailleurs ont perdu en grande partie leurs objectifs comme conséquence des manipulations de partis et de syndicats qui, dans la plupart des cas, visent un réformisme corporatiste qui tend à perpétuer indéfiniment le système d'exploitation que nous subissons.

La CNT, l'anarchosyndicalisme luttent pour, d'une part, ne pas être assimilés par le système et, d'autre part, obtenir de nouvelles voies de pénétration qui nous permettent d'approcher de la révolution et du type de société future à laquelle nous aspirons.

La CNT doit parvenir par ses tactiques, c'est-à-dire ses moyens et ses pratiques, à s'approcher chaque jour plus des fins proposées si lente que cette approche puisse paraître. Pour cela, nous devons éviter le type de contradictions tolérées par les autres organisations appelées révolutionnaires, si nous voulons préserver notre identité.

L'anarcho-syndicalisme, cependant, nécessite aujourd'hui une évolution imaginative et combative si nous voulons nous opposer à la forte pression qu'exerce actuellement le système dans tous les domaines de notre vie, tant sous l'aspect du travail que social et culturel. Sans cet effort, dans tous et chacun des domaines où nous sommes exploités et opprimés, nos prétentions révolutionnaires resteront inévitablement étouffées. Nos tactiques ou moyens se résument dans ce que nous appelons « action directe » ; celle-ci dérive naturellement des analyses menées pour définir les principes et finalités, et les notions d'anticapitalisme, d'antiétatisme et de fédéralisme. En réalité, l'action directe qui, aux yeux de l'observateur superficiel peut paraître une action violente et gratuite, est autre chose de bien distinct, bien qu'elle assume ou puisse assumer, le moment venu, la violence révolutionnaire. Il s'agit d'une méthodologie qui résume la vision globale du monde que professent les anarchosyndicalistes et dans laquelle se fondent harmonieusement les projets théoriques menés à bien avec l'action pratique, sans cassures ni contradictions.



L'action directe est la seule assumable par notre militantisme et est préfigurée dans toutes les aspirations déjà citées. La vision antiautoritaire de l'histoire, la nouvelle éthique de responsabilité personnelle et inaliénable, le caractère souverain que nous reconnaissons à la personne humaine pour déterminer son destin, nous portent à rejeter toute forme de médiation ou de renoncement à la liberté et à l'initiative individuelle ou collective, en laissant entre les mains de qui que ce soit tout le pouvoir de décision. **CETTE RENONCIATION EST LE POINT-CLEF**, la faille par laquelle ont glissé sur la pente de la ruine les diverses écoles du socialisme qui exigent la dépendance du citoyen. Mais nous voulons faire bien sentir que l'action directe ne veut pas dire l'action individuelle et isolée de la personne détachée de l'action collective et solidaire de

tous les travailleurs et travailleuses pour résoudre leurs problèmes au moment de l'histoire que nous vivons, face aux individus qui détiennent le pouvoir ou leurs intermédiaires. Ce sera l'ensemble des travailleurs qui jugera à tout moyen des moyens d'appliquer cette action directe, du mode que l'ensemble ou l'assemblée considérera le plus opportun pour chaque cas, en veillant toujours à ce que l'on respecte l'essence même de la CNT. La défense des travailleurs est un droit et un devoir inéluctable pour lesquels des méthodes variées peuvent être utilisées, depuis le label, le blâme, le travail lent, le boycott... jusqu'à la grève de solidarité et la grève générale révolutionnaire

Cette action, en définitive nous conduit à rejeter parlements, élections parlementaires et referendums, toutes institutions qui sont la clef de la médiation. Sur le terrain économique revendicatif et pour les mêmes raisons, nous rejetons tout type d'entités d'arbitrage entre le capital et le travail, comme les jurys mixtes, commissions d'arbitrage, etc. et nous prononçons en faveur de la confrontation directe du capital et du travail. C'est pour tout cela, en somme, que nous rejetons l'Etat sous toutes ses formes..

Refusons l'institution militaire

C'est surtout en période de paix que l'on peut faire entendre une voix pacifiste. En temps de mobilisation, l'irrationnel prend le dessus. Pourquoi se mobiliser contre l'armée aujourd'hui encore ?

Parce que l'armée est une institution qui participe à l'oppression des individus tout comme l'autre usine capitaliste, la famille patriarcale et les différentes drogues religieuses. C'est de plus un Etat dans l'Etat. Il suffit de regarder les crédits qui lui sont alloués et ce depuis plus de cent ans.

L'armée, c'est la robotisation des personnes : gauche-droite ; en avant, marche ! Et nous autres libertaires, nous n'aimons pas marcher au pas, en cadence. Ni se faire commander par des fêrus d'autorité qui souvent ne réfléchissent pas plus loin que la visière de leur képi.

A l'armée, il n'y a de la place que pour l'obéissance, pas pour l'intelligence et encore moins pour l'amour. D'autre part, le comportement militaire, viriliste par essence, ne peut faire bon ménage avec le féminisme. Mais l'armée n'est pas qu'un enfermement ; lorsqu'elle se met en branle, elle se révèle redoutable pour la santé physique et morale des populations. Le nationalisme exacerbé, le chauvinisme, la haine du cégétiste et de l'anarchiste, le mépris de l'étranger... ça peut faire des ravages. Nous avons vu l'armée intervenir pour briser des grèves (lors de la grève générale en 1953, déjà pour une réforme des retraites...), pour maintenir en place des chefs d'Etat en Afrique ou contrer éventuellement l'ennemi intérieur...

De la même manière que si dieu existait, il faudrait s'en débarrasser comme le disait si bien Léo Ferré, les armées existent et bien il faut s'en débarrasser car elles reproduisent en pire ce qu'il y a de plus méprisable dans la société civile. Sans compter tout l'argent injecté dans les armées et qui pourrait servir au bien commun, aux services publics par exemple ou bien partir en retraite plus tôt. Les anarchistes sont aussi contre l'Armée rouge dont on a vu ses capacités à massacrer les marins de Crons-

tadt, les Makhnovistes... et le sinistre Trotsky, militariser le travail au nom du prolétariat qui pourtant ne lui avait rien demandé.

Etre antimilitariste, c'est aussi refuser les rapports aliénants dans le travail ; c'est préférer la coopération et l'entraide aux rapports d'exploitation. C'est aussi être écologiste en étant contre le gaspillage, contre le pillage de pays tiers, contre le nucléaire dont l'épée de Damoclès se fait de plus en plus sentir au-dessus de nos têtes, c'est lutter contre les catastrophes environnementales (cf la destruction du barrage de Kakhovka sur le fleuve Dniepr, hier, en Ukraine)... Etre antimilitariste, c'est essayé d'inventer des rapports humains non-hiérarchiques, non-autoritaires... C'est aussi une lutte de tous les jours, une résistance au capitalisme ; une éthique, une morale humaine en corrélation avec la nature.

Alors, nous devons expliquer autour de nous, encore et encore notre antimilitarisme. Si les travailleurs commençaient par refuser de produire des engins de mort au service du système militaro-industriel, le problème évoluerait considérablement. Mais avec des si... Pourtant, il est grand temps que les travailleurs conscients du problème militariste fassent le choix dans leur lutte quotidienne, dans leur pratique syndicale, de ne plus participer aux fabrications et ventes d'armements. Ce système économique est malsain même si l'on comprend bien que les gens veulent un travail correctement rémunéré, ce qui est humain, mais des alternatives de reconversion d'industries peuvent voir le jour. A chaque guerre, diverses industries ont été reconverties en usines d'armement ; pourquoi faire l'inverse en temps de paix ne serait-il pas possible ?

Alors, encore un petit effort de réflexion et d'agitation antimilitariste. Et un rappel nécessaire en ces troublés dans le monde: ceux qui prennent le pouvoir par la lutte armée ne désarment que très rarement une fois assis sur le trône. CQFD.

Ti wi (GLJD- Groupe libertaire Jules Durand)

C'est l'exercice de l'autorité qui crée le désordre

L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre

Il y a désordre partout où l'individu est lésé dans le libre exercice de ses droits et de ses facultés. Il ne peut y avoir d'ordre véritable sans harmonie. Dès que les rapports harmonieux entre les gens ou entre les choses sont entravés par des forces ou des influences extérieures et contraignantes, il n'y a plus d'ordre. Cette notion-là est d'une grande importance car elle représente l'un des principes fondamentaux de la doctrine anarchiste et en constitue en partie l'originalité. Toutes les autres doctrines sociales – de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par toutes les écoles « modérées » – sont fondées sur la croyance pour ne pas dire la certitude, que l'ordre dans la société est fonction de l'autorité qui s'y exerce.

Les anarchistes prétendent, eux, que c'est l'exercice de l'autorité qui crée le désordre. Tant que la société ne s'établira pas sur la base de rapports de production, de consommation, de distribution harmonieux ; tant que les structures hiérarchiques n'auront pas été abandonnées au profit de structures véritablement fédéralistes et autogestionnaires ; tant qu'il existera des forces d'intimidation et de répression, on ne pourra parler d'ordre social.

De même, tant que les institutions susciteront et perpétueront les antagonismes, les injustices, les oppressions, les querelles scolastiques, les confusions doctrinales et dogmatiques, on ne pourra pas parler d'ordre moral.

C'est pourquoi, pour le libertaire, c'est d'abord dans l'esprit que doit régner l'ordre. Rien n'est plus néfaste à la cause que nous défendons que la confusion – et non la diversité – des idées. Car s'il peut exister des divergences nombreuses sur le choix des moyens et des tactiques et sur l'utilité de telle ou telle expérience, il ne saurait y avoir de malentendu sur les notions fondamentales (antiautoritaires) de l'anarchisme.

L'ordre marxiste

Dans tout régime « fort » le silence c'est l'ordre, la discussion le désordre. Aussi n'y a-t-il, dans les pays totalitaires, ni meetings ni manifestations de rues (sinon immédiatement réprimées). L'exemple des fractions révolutionnaires ayant pris le pouvoir en U.R.S.S. sous Staline, à Cuba sous Castro, en Chine sous Mao... offre une image frappante de ce que devient une révolution au service du pouvoir. Un ex-professeur de philosophie tchèque, Milan Simecka, l'a remarquablement mis en relief dans les lignes ci-dessous : « Il n'y a pas de meilleurs partisans de l'ordre que les révolutionnaires victorieux. Dès que se met en place un nouveau pouvoir révolutionnaire, un Etat et ses institutions se créent ; dès que ses représen-

tants ont goûté à leur nouvelle situation, l'ordre devient une notion sacrée. Presque du jour au lendemain, tous ceux qui menaient les soulèvements, incitaient à la grève, organisaient des manifestations, diffusaient des écrits illégaux, cachaient habilement des armes, faisaient partie des commandos ou les dirigeaient, tous deviennent des tenants de l'ordre et de la stricte légalité ».

Dans les Etats marxistes, le citoyen doit être un serviteur aveugle de l'Etat (c'est-à-dire du parti).

Et l'on peut constater que dans les pays dits du « socialisme réel », les régimes autoritaires perdurent même après un virage à 90 degrés vers l'économie capitaliste. Des décennies après, l'homme nouveau se fait attendre.

Tout ordre autoritaire s'appuie avant tout sur l'acceptation passive et sur le grégarisme des masses. L'ordre établi est rigide et fixé.

Pour les libertaires, tout ordre qui crée un privilège n'est que désordre puisqu'il s'établit au détriment d'autrui. Tout ordre fondé sur la hiérarchie n'est que désordre puisque la notion de hiérarchie implique la domination des uns et la subordination des autres. Tout ordre qui fait du profit une valeur essentielle de civilisation n'est que désordre puisqu'il sanctionne et légitime la division profiteurs/exploiteurs et spoliés/exploités.

Un ordre naturel ne peut être que perpétuelle mouvance vers le mieux et le meilleur. C'est cette « utopie » qui, au-delà de toutes les luttes quotidiennes, doit être l'aspiration de tout libertaire.

A.P.





Appel aux Soulèvements de la Terre



Ce 21 juin, en conseil des ministres, le gouvernement vient d'enclencher la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre. Après nous avoir jeté ses grenades mutilantes au visage, il prétend que nous n'aurions plus le droit d'exister ensemble, ni de nous organiser. Il prétend maintenant dissoudre un soulèvement par tous les moyens – même des arrestations au domicile de militant-e-s comme ça a été le cas le 20 juin.

Depuis les sinistres bureaux de la place Beauvau, cette dissolution se veut être un couperet. Elle se voulait être la fin d'une histoire. Et pourtant le bruit qui court à travers le pays, là où les espoirs bourgeonnent encore, dit tout autre chose. Des chuchotements contagieux, des éclats de solidarité innombrables nous rappellent que les pires attaques produisent parfois des renversements inattendus.

Et si cette dissolution était en réalité un appel ministériel à rejoindre un grand mouvement de résistance ? Un réseau déjà fort de 110 000 membres déclarés, de 180 comités locaux, fort d'autant de personnes engagées dans la vie publique, dans des collectifs et syndicats. Un mouvement prétendument interdit mais collectivement inarrêtable visé par le pouvoir mais ancré dans les territoires, présent dans les lieux de travail et d'études, les granges et arrières-salles, jusqu'au sein même des administrations. Le gouvernement prétendait nous faire disparaître, en réalité nous serons chaque jour de plus en plus visibles.

D'ores et déjà plus d'un millier de personnes ont affirmé vouloir attaquer ce décret, toute personne voulant se joindre à cette action en justice historique peut remplir ce formulaire.

Face à la persistance de cette menace, nous vous proposons un grand jeu. Un jeu on ne peut plus sérieux, un jeu qui constitue un réseau de résistance. Nous allons ensemble, dans les jours et semaines qui viennent, continuer à faire apparaître les Soulèvements de la Terre de 1 000 manières dans l'espace public : devant les bistrotts et centres sociaux, à la pause-café, par des réunions ouvertes, des antennes internationales, des inscriptions sur les murs, des fanions et des fêtes, des désarmements et des pieds de nez. Malgré la dissolution, les Soulèvements ressurgiront au débotté sur des chantiers ou au cœur d'un site industriel, déborderont de rues bondées de clameurs contre l'ordre marchand, s'enracineront dans des jardins pirates, des maisons du peuple ou des fermes communes. À vous, à nous de trouver.

Ce qui repousse partout ne peut être dissous. Ces surgissements commencent dès ce soir avec des rassemblements de soutien organisés dans déjà plus de 100

villes de France à 19h, devant les préfectures

Nous, participant.es de partout aux Soulèvements, vous appelons donc à rejoindre les plus de 180 comités locaux qui se sont formés ces derniers mois, les centaines de résistances territoriales, de luttes locales, et les sections syndicales déjà existantes qui ont revendiqué publiquement leur appartenance au mouvement. La parole des Soulèvements de la Terre leur appartient, elle vous appartient

Nous allons ensemble continuer à soutenir nos blessés. Nous allons poursuivre les luttes de terrain partout et converger à plus nombreux-ses encore.

Deux prochaines échéances sont déjà posées cet été, deux temps d'action essentiels pour le partage de l'eau en plein été et en pleine sécheresse historique :

Le convoi de l'eau de Sainte-Soline à Paris du 18 au 27 août

La campagne d'actions 100 jours pour les sécher

Par-delà ces quelques proches repères, nous allons forger partout les complicités nécessaires pour enrayer concrètement l'avancée du bitume, l'assèchement des sols, l'intoxication de l'eau et la dissolution des liens.

Nous allons nous retrouver. Vous êtes, nous sommes, les Soulèvements de la Terre.



En solidarité face à la mesure de dissolution, différents médias s'engagent à proposer des espaces pour relayer les informations sur les déclinaisons du mouvement à travers le pays dans les semaines et mois à venir. Voici les premiers : basta!, Cerveaux Non Disponibles, Reporterre,

la Relève et la peste, Contre-attaque, Le Média, Partager c'est sympa, Lundi Matin, Dijoncter.info, Terrestres, ...

Ces différents canaux, créés en solidarité par des soutiens ou des orgas, hébergeront également les multiples voix décentralisées qui se revendiquent aujourd'hui être les Soulèvements de la Terre :

Un blog Mediapart d'amies des Soulèvements de la Terre

Un canal telegram inter-orga à rejoindre

Une adresse mail d'ami.es du mouvement qui s'engage à collecter et relayer la manière dont différentes organisations et luttes locales existantes comptent donner suite à cet appel localement :

lesamiesdessoulevements@cryptomail.ch

Des appuis et antennes-relais internationales des Soulèvements de la Terre sont annoncées en Italie, Suisse, Belgique, Espagne et aux Etats-Unis par un certain nombre d'organisations et médias face aux menaces de censure par le gouvernement français.

Des équipes juridiques en soutien continueront à suivre les procédures engagées : antirep-bassines@riseup.net, legal-lutteslocales@riseup.net

Un mouvement ne peut être dissout !.

Pas d'acquis sans lutte

La société actuelle est en pleine crise climatique, politique, économique et sociale. Le patronat toujours assoiffé de profits ne tient absolument pas à limiter ses privilèges c'est pourquoi, ce sont toujours les humbles qui paient pour les gros. Les conséquences des crises susmentionnées retombent sur le peuple qui voit l'augmentation des denrées alimentaires, le prix des loyers et de l'énergie explosé. Les conséquences du réchauffement climatique se font ressentir davantage chez les plus pauvres. Après les retraites, Macron ne va pas en rester là. Son gouvernement a déjà averti qu'il allait s'attaquer aux arrêts maladie, aux dépenses sociales...

Si la colère des travailleurs ne cesse de grandir au sortir de la réforme des retraites, devant la cherté de la « vie » due à l'inflation, devant l'incertitude du lendemain avec la guerre qui frappe à nos portes..., l'Etat accroît ses pouvoirs répressifs en limitant les libertés individuelles et collectives, en contenant à tout prix et même par la violence de la police, les aspirations écologistes et ouvrières. Les violences policières déployées à Sainte-Soline et lors de la manifestation contre le chantier du Lyon-Turin le prouvent, sans compter la volonté de dissoudre les Soulèvements de la Terre.

Le monde du travail a longtemps été anesthésié par le bulletin de vote ; le simple changement de majorités aux chambres des députés et des sénateurs, le changement des personnalités à la tête de l'Etat étaient censés être la solution à tous les problèmes. Mais heureusement de plus en plus de personnes ne croient plus en ces balivernes électorales. D'autres s'accommodent mieux de l'action directe pour sauver la planète.

Le monde du travail est directement confronté au patronat dont les ambitions sont contraires aux intérêts ouvriers. De même, les lobbys font tout pour conserver

les privilèges des donneurs d'ordre : agro-industriels, constructeurs automobiles...La conciliation de gens ayant des intérêts opposés ne peut se faire. Seuls les élus ont intérêt à jouer les conciliateurs quand un mouvement revendicatif et de contestation se fait jour. Trouver le juste milieu entre les aspirations des travailleurs et les privilèges patronaux, voici leur vocation. Idem pour les travailleurs de l'Etat et leur employeur.

Au final, en recherchant l'apaisement, le système exploités-exploiteurs et gouvernants-gouvernés demeure immuable dans le fond même si des améliorations de forme peuvent être gagnées après un conflit sur les bases de l'action directe.

L'Etat et le patronat veulent continuer à vivre du travail d'autrui en conduisant sur une voie de garage la volonté d'un mieux-vivre des travailleurs.

Par expérience, il n'en demeure pas moins que l'élan revendicatif pour une amélioration des conditions de travail, pour une augmentation de salaire, l'acquisition d'une plus grande liberté ou contrer un projet nuisible sur le plan environnemental repose uniquement sur la vitalité, la force et la fermeté dont les grévistes ou manifestants font preuve.

La situation de la soumission populaire à des institutions et à des gens ayant pour but la défense des intérêts et des privilèges capitalistes dure depuis trop longtemps.

Suite à la gestion par l'intersyndicale des grèves saute-moutons lors de la réforme des retraites, on peut affirmer que l'action populaire revendicative ne doit pas admettre de compromissions car les travailleurs sont les premiers à payer leurs faiblesses. Le changement social permettant l'extension du mieux-être du peuple ne dépend que

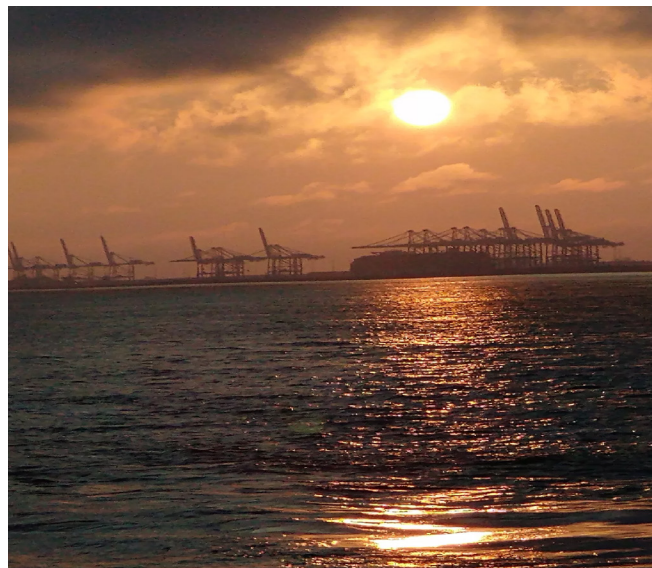
du peuple lui-même. Binet a beau claironner que les syndicats n'ont pas perdu, c'est faux.

Parce qu'il n'y a pas d'acquis sans lutte, parce qu'on ne garde plus les conquises sans lutte, si on veut que ça change, il nous faut lutter. Ce n'est pas par le parlementarisme que nous gagnerons mais par l'action directe.

Si personne ne travaille pour toi, que personne ne décide pour toi.

Ti Wi (GLJD)

Nous serons solidaires des Soulèvements de la Terre en cas de dissolution.



Le réveil de l'Islam

Si le christianisme est en régression et l'islam en progrès dans les pays d'Afrique et d'Asie, la raison en est simple : le christianisme y représente la résignation et l'islam la révolte. Or c'en est fini de prêcher la résignation aux masses misérables ; c'est maintenant la voix de la révolte qui seule est écoutée.

A cause de cela, le christianisme est en recul partout dans ce qu'on appelle le « tiers monde », où il incarnait la soumission aux conquérants européens, à ceux qui faisaient suer le burnous dans les latifundia du Maghreb, à ceux qui coupaient les mains des Congolais pour n'avoir pas récolté assez de latex. La croix symbolise pour l'Africain et l'Asiatique l'agenouillement devant l'exploiteur blanc ; le drapeau vert est pour eux l'emblème de l'homme debout, tenant tête à ses maîtres d'hier, clamant sa volonté de ne plus retomber en sujétion.

Voilà ce qui explique le dynamisme mobilisateur de l'islam à l'aube de l'an 1400 de l'hégire, et le discrédit où, dans l'aire pauvre du monde, le christianisme est tombé. En Asie, où ce dernier ne représentait que des minorités, cela peut sembler peu probant, puisque l'islam y avait déjà partie gagnée ; c'est surtout l'Afrique qui est l'enjeu de la nouvelle conquête. Or l'Afrique, disputée aux animistes par la croix, par le croissant et par les multiples syncrétismes nés d'un œcuménisme christo-païen, est fatalement influencée en faveur de l'islam par ce qui se passe en Asie, notamment en Iran, en Afghanistan et au Pakistan.

En Iran, l'islam est au pouvoir dans des conditions révolutionnaires ; il y a déclaré une guerre impitoyable à l'Amérique et à l'Occident, dont la richesse insulte au paupérisme indigène. En Afghanistan, l'islam, dans l'opposition, a soulevé les populations contre un gouvernement soutenu par l'Union soviétique, c'est-à-dire par

un Etat européen qui a annexé la moitié de l'Asie à son impérialisme administratif, militaire et policier. Grâce aux transistors et aux relais hertziens, l'Afrique n'ignore rien de tout cela ; et c'est à elle que Khomeiny a pensé le jour où il a libéré en priorité les otages noirs. Les Blacks Muslims de Harlem ont, à cet égard, été des précurseurs – ou, comme on dit, des « types qui ont eu le nez fin » ; ils ont subodoré de bonne heure la potentialité agitatrice de l'islam.

Pour certaines écoles spiritualistes, il est hors de doute que cette reviviscence de la mosquée est une victoire de l'esprit sur la matière, puisque les vieilles valeurs exaltées au nom du Coran s'opposent à la fois au matérialisme dialectique des Etats marxistes et au matérialisme économique des pays bourgeois, couvrant du même qualificatif de « païen » ce qui se réclame de la science et des droits de l'homme, ce qui ressortit au culte roumi ou huguenot, et tout le bazar électroménager des multinationales américaines.

Naturellement, nous avons de l'événement une optique différente.

Que l'islam, à son origine, ait correspondu à un progrès mental et social, il se peut. Si Mahomet comme prophète, ne fut probablement qu'un imposteur, il a déclenché un mouvement historique qui, en mettant fin à l'émiettement classique de l'ancienne Arabie idolâtre, a fait accomplir un pas à une partie de l'humanité. Il s'ensuivit, on le sait, une avance considérable dans les rapports sociaux, les conditions humaines, les lettres, les arts et les sciences.

Mais cela, c'est le passé, et les considérations comparatives entre société islamique et société préislamique sont du domaine du dilettantisme philosophique. La réalité

est que l'islam est un mouvement confessionnel totalitaire, inspirateur de fanatismes qui ne le cèdent en rien à ceux qu'ont animés les autres religions, polythéistes ou monothéistes. Au pouvoir, il ne se montre tolérant que s'il y est contraint par la présence d'une opposition suffisamment résolue ou par la force de ses propres intérêts ; le cas des Juifs ou des Coptes ne dément point cette assertion, au contraire. Quant à sa volonté de conquête des esprits par la violence, la rigueur, l'autorité, il n'est, pour en avoir une preuve, que de voir agir le gouvernement du Pakistan depuis la chute et la pendaison d'Ali Bhutto : il islamise de force à toute berzingue. L'iman iranien chiite Khomeiny ne s'en cache d'ailleurs pas : dans un livre qui est un véritable *Mein Kampf*, il appelle l'islam universel à la subversion totale, à une guerre sainte qui reprenne les choses où elles en étaient restées après la bataille de Poitiers gagnée par Charles Martel, à une anti-croisade qui fasse enfin triompher partout le drapeau des califes.

Les spiritualistes, eux, pavoiseraient bien à tort : la matière est derrière et dans tout cela, sous forme d'intérêts et de questions économiques. Et ça ne date pas d'hier. La ruée musulmane du VII^{ème} siècle déjà était un phénomène aux solides racines matérielles, commandé à la fois par la démographie surabondante d'une péninsule en grande partie désertique et par des mutations sociales génératrices de profonds troubles intérieurs. Il est reconnu que le chômage chez les caravaniers, ruinés par les nouvelles techniques de la navigation pratiquée en Mer Rouge sur les bateaux syriens, égyptiens et éthiopiens, rendit des masses arabes importantes disponibles pour l'épopée qui devait les jeter sur l'Afrique et sur l'Asie méridionale.

Aujourd'hui, nul ne se hasarderait à contester les facteurs matériels qui agissent dans la révolution iranienne ; ils sont évidents, depuis l'inégalité par trop criante entre les niveaux de vie des peuples pauvres et ceux des nations favorisées, jusqu'aux questions pétrolières et tout ce qui touche les matières premières nécessaires à l'économie des pays supérieurement industrialisés. Cette concordance de l'activisme confessionnel et de la revendication populaire fait que l'islam est « dans le vent » au beau milieu du siècle et d'un monde scientifiques et rationalisés, et qu'avec ses prétentions universalistes il se présenterait presque comme une sorte d'« internationalisme prolétarien ».

Est-ce à dire que nous allons nous faire musulmans et nous mettre à bêler « Allah ! » avec les ayatollahs barbus et les innombrables moutons de Mohammed ben Panurge ? Evidemment non.

L'islam est, comme toutes les religions une expression de l'irrationnel et de la déraison, une aberration mentale et une imposture politique. La révolte qu'il prêche

aujourd'hui, assortie de haine xénophobe ne saurait faire oublier qu'il a été pendant des siècles l'instrument des sultans, des émirs, des cheikhs, des khédives, pour courber la plèbe misérable sous un despotisme discrétionnaire, à coups de plat de sabre, à coups de fouet, à coups de fusils. L'islam esclavagiste a vidé l'Afrique intérieure de sa population noire plus activement, et aussi féroce, que sut le faire la traite « triangulaire » des négriers. Il a razzié les villages de la brousse pour avoir des femmes et des eunuques. Ses mamelouks et ses janissaires ont édifié des dictatures militaires devant lesquels l'Orient, le Maghreb, et jusqu'à l'Europe méridionale ont été contraints à la soumission et au silence dans un climat de fatalisme et de terreur. L'islam n'a été d'aucun secours aux masses contre la tyrannie des califes, ni plus tard contre l'exploitation des coloniaux. Le fait qu'il s'est réveillé pour une « Reconquista » au nom du prophète ne doit pas faire oublier qu'il est outrecuidant de prétendre libérer les peuples quand, des siècles durant, on a enchaîné les corps et asservis les esprits.

Si encore l'islam pouvait se targuer d'humanisme ! Les révolutionnaires de 1789, s'ils ont dressé des échafauds, ont du moins brisé des chaînes et proclamé des droits. Mais l'islam ! Est-ce un exemple à proposer que de couper la main des voleurs – c'est-à-dire d'imiter ce que faisaient au Congo belge les bandits du « caoutchouc rouge » ?

L'amputation est redevenue une coutume pénale dans certains pays musulmans « libérés de l'impérialisme ». C'est un châtiment en vigueur dans le passé, et parfois mitigé de raffinement horribles. Dans un ouvrage récent, un auteur, musulman d'Afrique noire, M. Ibrahim Baba Kaké, relate une punition usitée au sein de l'armée marocaine quand les colonisateurs s'intéressèrent à l'empire chrétien : « Pour les voleurs, on pratique des incisions dans la paume de la main, on saupoudre la plaie de sel, on referme le poing, et on le coud dans une peau fraîche qui se resserre en séchant. Après guérison de la plaie, le gant est coupé, mais les doigts sont pris dans la cicatrice, et les ongles continuent de pousser et traversent les chairs en causant des souffrances intolérables ».

Les dirigeants nouveaux du Pakistan, ceux qui ont pendu Ali Bhutto, ont fait fouetter publiquement des centaines de personnes. Mais l'islam, qu'ils font embrasser de force aux non-croyants, n'a rien à voir, disent-ils : la tradition judiciaire est une chose, la foi religieuse en est une autre. Argument spécieux, puisque l'islam désavoue toute laïcité par le fait qu'il imprègne et assume chaque action faite à chaque instant par chaque adepte du Prophète. Les mêmes politiciens musulmans pakistanais ont déclaré qu'ils envisageaient pour leur pays la possession de la bombe atomique, mais que ce serait une bombe « spécifiquement islamique » : la bombe de la guerre sainte, quoi ! Voilà qui nous rassure ! Entre les

bombes chrétiennes, les bombes marxistes et les bombes musulmanes, nous ne craignons vraiment plus rien. Et ces gens prétendent rejeter et combattre les « valeurs » occidentales, alors qu'ils se préparent à emprunter à l'Occident ce qu'il y a de pire, son invention la plus néfaste : l'arme nucléaire !

Certes, il y aura des résultats positifs qui ressortiront du réveil désordonné des populations orientales. Comme l'écrivait le grand et cher Hugo : « Les Révolutions qui viennent tout venger/ Font un bien éternel dans leur mal passager ».

Mais, tout en nous sentant solidaires des masses insurgées qui refusent de supporter plus longtemps leur sort misérable, nous ne nous joindrons jamais aux funestes illusions de la guerre sainte. Il n'y a pas de guerre sainte. Toute guerre est maudite, avilissante, ignominieuse. La seule qu'on puisse justifier, celle que l'affamé livre à l'affameur, l'opprimé à l'opprimeur, l'esclave au maître, n'est que le juste combat de la vie contre la mort, de la liberté contre la tyrannie ; elle n'est pas « sainte » pour ça, et nous ne la qualifierons jamais ainsi. Elle est tout simplement inévitable, et du même coup regrettable ; elle est, elle, la vraie « reconquista » des classes déshéritées et dépouillées, avides de justice et de dignité, non pas un « djihad » prêché et livré pour des prières et des prosternations.

Devant les turbulences de l'islam asiatique, la chrétienté schismatique d'Orient a fait de discrets appels au Vatican, où règne un pape musclé issu d'un pays où coexistent le fanatisme catholique le plus obsolète et une résignation patiente au blochevisme du grand « protecteur » voisin. Le pape est donc allé en Turquie, en cette

Turquie presque expulsée d'Europe qui, jadis, menait le croissant jusqu'à Vienne, semant sa route de squelettes d'infidèles, comme à la Tour des Crânes de Nis. Y-a-t-il de la croisade dans l'air ? Ou du syncrétisme ? Ou de l'œcuménisme ?

Toujours est-il que nous n'emboîterons point le pas au très herculéen saint-père ni à qui que ce soit.

Car même dans leurs moments de trêve et de compromis, et même quand elles fulminent contre la guerre et l'impérialisme, toutes les religions rêvent d'une guerre et d'un impérialisme, qui leur assureront la victoire sur le démon de l'incroyance : c'est le nom que les sectaires donnent à la liberté de pensée.

P-V. Berthier (Février 1980)

Ce texte maintenant daté n'en exprime pas moins la position des libertaires vis-à-vis de toutes les religions. La religion musulmane qui se réveille à cette époque n'avait pas encore vu le califat de Raqqa et ses exactions...

Nous constatons que l'Etat français utilise aujourd'hui les abayas pour détourner la colère des gens vis-à-vis de la réforme des retraites qui vient de passer mais aussi de la situation catastrophique de l'école : classes chargées, séparatisme social en faveur de l'école privée et des enfants de classes aisées, bas salaires des enseignants...

Pour autant, les anarchistes que nous sommes combattons toutes les religions. Ni dieu ni maître ni tribun ni prophète ! Nous ne baisserons pas la garde vis-à-vis des islamo-fascistes.



Le Libertaire
Internet : <http://le-libertaire.net/>
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com